

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
24 février 2022  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 24 février 2022, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'allocution adressée aux citoyens russes par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, les informant des mesures prises en application de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies dans l'exercice du droit de légitime défense (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 24 février 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Allocution du Président de la Fédération de Russie**

24 février 2022, 6 heures (heure de Moscou). Le Kremlin

Vladimir Poutine : Citoyennes et citoyens de la Fédération de Russie, chers amis,

Je dois aujourd'hui encore revenir sur les événements tragiques qui se déroulent dans le Donbass et sur des questions essentielles ayant trait à la sécurité de la Russie.

Je commencerai par ce dont il était question dans mon allocution du 21 février dernier. J'avais évoqué nos principaux motifs de préoccupation et d'alarme ainsi que les menaces existentielles que des politiciens occidentaux irresponsables créaient pour notre pays, année après année, étape par étape, avec une brutalité désinvolte. Je veux parler de l'expansion vers l'est de l'OTAN, dont les infrastructures militaires se rapprochent des frontières russes.

Personne n'ignore que, pendant 30 ans, nous nous sommes employés avec constance et patience à négocier avec les principaux pays membres de l'OTAN les principes d'une sécurité égale et indivisible en Europe. Nos propositions se sont invariablement heurtées soit à des duperies et des mensonges cyniques, soit à des tentatives de pression et de chantage, tandis que l'Alliance de l'Atlantique Nord, faisant fi de toutes nos protestations et préoccupations, n'a cessé de s'étendre. La machine de guerre est en marche et, je le répète, elle se rapproche de nos frontières.

Pourquoi cela est-il en train de se produire ? D'où vient cette condescendance, ce sentiment d'exceptionnalisme, d'infailibilité et d'omnipotence ? D'où vient cette indifférence et ce dédain à l'égard de nos intérêts et de nos revendications parfaitement légitimes ?

La réponse est évidente, elle est claire et simple. L'Union soviétique s'est affaiblie à la fin des années 1980 avant de s'effondrer complètement. Ce qui s'est passé à l'époque devrait nous servir de leçon aujourd'hui, car le cours des événements d'alors a montré avec force que la paralysie du pouvoir et de la volonté constitue la première étape du déclin et de l'oubli. Nous n'avons perdu confiance en nous qu'un court moment, mais cela a suffi pour que l'équilibre des forces dans le monde soit bouleversé.

Cela a eu pour conséquence de rendre caducs les traités et accords existants. Mais la persuasion et les exhortations n'y font rien. Tout ce qui ne convient pas à la puissance hégémonique est déclaré archaïque, obsolète et inutile. Et inversement, tout ce qui peut lui profiter est présenté comme la vérité ultime, qu'il faut imposer à tout prix, sans ménagement, par tous les moyens. Les contestataires sont mis au pas.

Ce que je dis maintenant ne concerne pas seulement la Russie, et nous ne sommes pas les seuls à nous inquiéter de cette situation. Cela concerne l'ensemble du système des relations internationales, et même dans certains cas les alliés des États-Unis. La chute de l'URSS a, de fait, rebattu les cartes à l'échelle mondiale, et les normes du droit international en vigueur jusqu'alors – y compris les plus importantes d'entre elles, à savoir les normes fondamentales qui avaient été adoptées après la Seconde Guerre mondiale et qui en avaient largement formalisé l'issue – faisaient obstacle aux vainqueurs autoproclamés de la guerre froide.

Bien sûr, dans la vie de tous les jours, dans les relations internationales et dans les règles qui les régissaient, il fallait tenir compte de la nouvelle donne mondiale et de la modification de l'équilibre des forces. Cela aurait toutefois dû se faire de manière professionnelle, sans à-coups, avec patience et en prenant en compte et en respectant les intérêts de tous les pays, chacun devant prendre la mesure de ses responsabilités. Au lieu de cela, sur fond d'indigence culturelle et d'arrogance, une euphorie animée par un sentiment de supériorité absolue – une forme d'absolutisme moderne – avait gagné ceux qui formulaient, adoptaient et imposaient des décisions qui ne profitaient qu'à eux-mêmes. La situation commençait à prendre une autre tournure.

Il ne faut pas aller bien loin pour trouver des exemples. Tout d'abord, une opération militaire sanglante a été menée contre Belgrade sans l'aval du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et l'aviation et les missiles ont frappé en plein cœur de l'Europe. Le bombardement ininterrompu de villes qui aspiraient à vivre en paix et d'infrastructures vitales a duré pendant plusieurs semaines. Nous nous devons de remettre ces faits en mémoire, car certains collègues occidentaux préfèrent les laisser aux oubliettes, et lorsque nous en parlons, ils invoquent volontiers non pas le droit international, mais les circonstances, qu'ils interprètent comme bon leur semble.

Puis est venu le tour de l'Iraq, de la Libye, de la Syrie. Le recours illégitime à la force militaire contre la Libye et le pervertissement de toutes les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question libyenne ont conduit à la destruction totale de l'État et à l'émergence d'un immense foyer de terrorisme international, et plongé le pays dans un désastre humanitaire et dans l'abîme d'une guerre civile qui fait rage depuis maintenant plusieurs années. La tragédie qui a condamné des centaines de milliers, voire des millions de personnes, non seulement en Libye, mais dans toute la région, a provoqué un exode massif depuis l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vers l'Europe.

Un sort similaire a été réservé à la Syrie. Les opérations militaires menées dans ce pays par la coalition occidentale sans l'accord du Gouvernement syrien ni l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU constituent tout bonnement une agression, une intervention.

Cependant, c'est l'invasion de l'Iraq, également totalement infondée, qui occupe bien sûr une place particulière dans cette liste. Le prétexte était que les États-Unis affirmaient disposer d'informations fiables quant à la présence d'armes de destruction massive en Iraq. Pour le prouver, le Secrétaire d'État américain avait brandi à la vue du monde entier une fiole contenant une poudre blanche, en soutenant qu'il s'agissait d'une arme chimique élaborée en Iraq. Et puis il s'est avéré que tout cela n'était que manipulation et tromperie : il n'y avait pas d'armes chimiques en Iraq. Incroyable, surprenant, mais telle était la vérité. Des mensonges ont été proférés au plus haut niveau gouvernemental et depuis la tribune de l'ONU. Des mensonges qui se sont soldés par d'énormes pertes en vies humaines, des destructions et une effroyable poussée du terrorisme.

D'une manière générale, il semble que partout ou presque, dans de nombreuses régions du monde, là où l'Occident vient faire régner son ordre, celui-ci laisse des plaies sanglantes et béantes, gangrénées par le terrorisme international et l'extrémisme. Ce ne sont là que les exemples les plus flagrants – mais en aucun cas les seuls – du non-respect du droit international.

Les promesses faites à notre pays de ne pas étendre l'OTAN d'un pouce vers l'est en font partie. Une fois encore, on nous a trompé. Pour le dire autrement, on nous a roulé. Certes, on entend souvent dire que la politique est une sale affaire. Peut-

être, mais pas à ce point. Ce comportement d'aigrefin est non seulement contraire aux principes des relations internationales, mais surtout aux normes de moralité et d'éthique généralement acceptées. Où sont la justice et la vérité ici ? Rien que de purs mensonges et de l'hypocrisie.

D'ailleurs, les politiciens, politologues et journalistes américains eux-mêmes écrivent et parlent du fait qu'un véritable « empire du mensonge » s'est créé aux États-Unis ces dernières années. Il est difficile de ne pas être d'accord, car les faits ne mentent pas. Mais la modestie n'est pas de rigueur : les États-Unis sont après tout un grand pays, une puissance systémique. Tous les satellites de ce pays non seulement opinent et abondent en son sens docilement et sans rechigner à chaque fois qu'il le faut, mais ils copient aussi son comportement et acceptent avec enthousiasme les règles du jeu. On peut donc affirmer sans crainte et à juste titre que l'ensemble de ce que l'on appelle le bloc occidental, créé par les États-Unis à leur image et à leur ressemblance, correspond en tout point à cet « empire du mensonge ».

Pour ce qui est de notre pays, après l'éclatement de l'URSS, malgré l'ouverture sans précédent de la nouvelle Russie moderne, sa volonté de travailler honnêtement avec les États-Unis et les autres partenaires occidentaux et dans des conditions de désarmement quasi unilatéral, ces pays ont immédiatement essayé de nous écraser, de nous achever et de nous détruire une bonne fois pour toutes. C'est exactement ce qui s'est passé dans les années 1990 et au début des années 2000, quand l'Occident a apporté un appui des plus actifs aux séparatistes et aux bandes de mercenaires opérant dans le sud de la Russie. Quels sacrifices, quelles pertes avons-nous dû supporter, quelles épreuves avons-nous dû endurer avant de pouvoir enfin faire ployer le terrorisme international dans le Caucase. Nous nous en souvenons et nous ne l'oublierons jamais.

De fait, jusqu'à encore récemment, ils s'évertuaient à nous utiliser pour servir leurs intérêts, à détruire nos valeurs traditionnelles et à nous dicter à nous, à notre peuple, leurs pseudo-valeurs, qui nous auraient rongés de l'intérieur comme un chancre, autant d'attitudes qu'ils imposent déjà de façon agressive dans leurs propres pays et qui mènent directement au déclin et à la déliquescence, car elles sont contraires à la nature même de l'être humain. Cela ne se passera pas ainsi : personne n'y est jamais parvenu et personne n'y parviendra.

Pourtant, en décembre 2021, nous avons néanmoins une nouvelle fois tenté de trouver un accord avec les États-Unis et leurs alliés sur les principes de sécurité en Europe et sur la non-extension de l'OTAN. En vain. La position des États-Unis n'a pas changé. Ils ne jugent pas nécessaire de négocier avec la Russie sur cette question qui est pour nous essentielle ; ils poursuivent leurs propres objectifs en dédaignant nos intérêts.

Et bien sûr, cette situation soulève une question : que faut-il faire maintenant et à quoi faut-il nous attendre ? Nous avons retenu de l'histoire qu'en 1940 et au début de l'année 1941, l'Union soviétique avait fait tout ce qu'elle pouvait pour empêcher ou du moins retarder le déclenchement de la guerre. Elle avait veillé jusqu'à la toute dernière minute à ne pas provoquer un agresseur potentiel en renonçant, du moins pour un temps, aux préparatifs les plus élémentaires et les plus évidents qui auraient permis de riposter à une attaque imminente. Or, ces mesures, qu'il avait fallu en fin de compte mener à bien, avaient pris un retard catastrophique.

De ce fait, le pays n'était pas préparé pour faire face comme il se devait à l'invasion de l'Allemagne nazie quand celle-ci a attaqué notre patrie sans déclaration de guerre le 22 juin 1941. L'ennemi a pu être contenu, avant d'être écrasé, mais à un coût colossal. Les efforts déployés pour ménager l'agresseur à la veille de la Grande Guerre patriotique se sont révélés être une erreur qui a coûté cher à notre peuple. Au

cours des premiers mois de combat, nous avons perdu de vastes territoires qui revêtaient une importance stratégique et des millions de personnes. Nous ne commettrons pas cette erreur une deuxième fois ; nous n'en avons pas le droit.

Ceux qui ambitionnent de dominer le monde déclarent publiquement, en toute impunité et – permettez-moi de le souligner – sans aucune justification, que nous, la Russie, sommes leur ennemi. Il se trouve qu'ils disposent aujourd'hui de grandes capacités financières, scientifiques, technologiques et militaires. Nous en sommes conscients et nous appréhendons les menaces qui pèsent constamment sur notre économie avec lucidité, de même que notre capacité de résister à ce chantage éhonté qu'on nous impose en permanence. Je le répète, c'est sans aucune illusion que nous faisons ce constat extrêmement réaliste.

Dans le domaine militaire, la Russie moderne, même après l'effondrement de l'URSS et la perte d'une grande partie de son potentiel, est aujourd'hui l'une des plus grandes puissances nucléaires au monde et dispose en outre d'avantages certains dans plusieurs types d'armes de pointe. Ainsi, il ne devrait donc y avoir aucun doute dans l'esprit de quiconque qu'une attaque directe contre notre pays entraînerait une défaite et des conséquences désastreuses pour tout agresseur potentiel.

Cependant, les technologies évoluent rapidement, y compris celles de défense. Dans ce domaine, le leadership ne cesse de changer de mains et continuera de le faire, mais la militarisation des territoires limitrophes de notre pays, si nous laissons faire, se poursuivra pendant des décennies, peut-être indéfiniment, et constituera une menace toujours plus grande et totalement inacceptable pour la Russie.

D'ores et déjà, alors que l'OTAN s'étend vers l'est, la situation empire et devient au fil des ans toujours plus dangereuse pour notre pays. En outre, ces derniers jours, les dirigeants de l'OTAN ont dit explicitement qu'il fallait accélérer et intensifier le déplacement des infrastructures de l'Alliance vers les frontières russes. En d'autres termes, ils durcissent leur position. Nous ne pouvons plus continuer à nous contenter d'observer. Ce serait complètement irresponsable de notre part.

La poursuite de l'expansion des infrastructures de l'Alliance de l'Atlantique Nord et le début de la militarisation des territoires de l'Ukraine nous sont inacceptables. Bien sûr, le problème ne vient pas de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord elle-même, puisqu'elle n'est qu'un instrument de la politique étrangère américaine. Le problème est que sur des territoires limitrophes de notre pays – je précise, sur nos propres territoires historiques – une « anti-Russie » qui nous est hostile est en train de se créer, placée sous un contrôle extérieur total, lourdement fortifiée par les forces armées des pays de l'OTAN et inondée d'armes parmi les plus modernes.

Pour les États-Unis et leurs alliés, il s'agit d'une politique dite d'endigement de la Russie, qui s'accompagne de retombées géopolitiques évidentes. Mais pour notre pays, c'est en définitive une question de vie ou de mort : il y va de notre avenir historique en tant que peuple.

Et ce n'est pas une exagération, c'est un fait. La menace est réelle, non seulement pour nos intérêts, mais aussi pour l'existence même de notre État et sa souveraineté. Là est la ligne rouge déjà mentionnée à plusieurs reprises. Ils l'ont franchie.

Ce qui m'amène à la situation dans le Donbass. Nous constatons que les forces qui, en 2014, ont perpétré le coup d'État en Ukraine, s'emparant du pouvoir pour s'y maintenir au moyen d'élections essentiellement décoratives, ont définitivement rejeté un règlement pacifique du conflit. Pendant huit ans, huit années infiniment longues,

nous avons fait tout notre possible pour trouver une solution pacifique à la situation, par des moyens politiques. En pure perte.

Comme je l'ai dit dans mon dernier discours, il est impossible de ne pas compatir à ce qui se déroule sous nos yeux là-bas. C'était devenu tout simplement intolérable. Il fallait immédiatement mettre fin à ce cauchemar, au génocide perpétré contre les millions d'habitants de cette région dont le seul espoir est la Russie – dont le seul espoir, c'est nous. Ce sont ces aspirations, ces sentiments, mais aussi la douleur des gens, qui ont essentiellement motivé notre décision de reconnaître les républiques populaires du Donbass.

Il me semble également important de souligner ce qui suit. Afin d'atteindre leurs propres objectifs, les principaux pays de l'OTAN apportent leur soutien aux nationalistes extrémistes et aux néonazis en Ukraine, qui, eux, ne pardonneront jamais aux habitants de Crimée et de Sébastopol d'avoir choisi librement la réunification avec la Russie.

Ils apporteront bien sûr la guerre en Crimée, comme ils l'ont fait dans le Donbass, pour tuer, tuer des gens sans défense comme le faisaient les unités punitives des nationalistes ukrainiens et les collaborateurs d'Hitler pendant la Grande Guerre patriotique. Ils revendiquent aussi ouvertement un certain nombre d'autres territoires russes.

Au vu de l'évolution de la situation et des analyses qui nous parviennent, il apparaît que l'affrontement de la Russie avec ces forces est inévitable. Ce n'est qu'une question de temps : ils se préparent, ils attendent le moment opportun. Maintenant, ils réclament aussi des armes nucléaires. Nous ne laisserons pas faire.

Comme je l'ai déjà dit, la Russie a accepté les nouvelles réalités géopolitiques après la dislocation de l'URSS. Nous traitons avec respect et continuerons de traiter avec respect tous les pays nouvellement formés dans l'espace post-soviétique. Nous respectons et continuerons de respecter leur souveraineté, comme en témoigne l'aide que nous avons apportée au Kazakhstan, pays qui a connu des événements tragiques qui ont compromis ses structures d'État et son intégrité. Mais la Russie ne peut ni se sentir en sécurité, ni se développer, ni exister avec une menace constante émanant du territoire de l'actuelle Ukraine.

Je rappelle qu'entre 2000 et 2005, nous avons répondu par les armes aux terroristes dans le Caucase, défendu l'intégrité de notre État et préservé la Russie.

En 2014, nous avons soutenu les habitants de Crimée et de Sébastopol. En 2015, nous avons recouru aux forces armées pour faire rempart contre les infiltrations de terroristes depuis la Syrie vers la Russie. Nous n'avions pas d'autres moyens de nous défendre.

C'est ce qui se passe aujourd'hui. Nous sommes arrivés à court d'options pour défendre la Russie, notre peuple, hormis celle à laquelle nous sommes contraints de recourir aujourd'hui. Les circonstances nous obligent à agir de manière décisive et immédiate. Les républiques populaires du Donbass ont appelé la Russie à l'aide.

Ainsi, en application de l'Article 51 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, avec l'aval du Conseil de la Fédération de Russie et conformément aux traités d'amitié et d'assistance mutuelle conclus avec les Républiques Populaires de Donetsk et de Lougansk et ratifiés par l'Assemblée fédérale le 22 février de cette année, j'ai pris la décision de mener une opération militaire spéciale.

Son objectif est de protéger ceux et celles qui, huit années durant, ont subi les outrages du régime de Kiev et le génocide orchestré par lui. Aussi, à cette fin, nous œuvrerons à la démilitarisation et à la dénazification de l'Ukraine et traduirons en

justice les auteurs des nombreux crimes sanglants perpétrés contre des civils, dont des citoyens de la Fédération de Russie.

Cela étant dit, nous n'avons pas pour projet d'occuper des territoires ukrainiens. Notre intention n'est pas d'imposer quoi que ce soit à qui que ce soit par la force. Ces derniers temps, par ailleurs, il se dit de plus en plus souvent à l'Ouest que les documents signés par le régime totalitaire soviétique, qui consacrent l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ne devraient plus être appliqués. Que peut-on bien répondre à cela ?

L'issue de la Seconde Guerre mondiale est sacrée, tout comme les sacrifices consentis par notre peuple sur l'autel de la victoire sur le nazisme. Mais elle ne s'oppose en rien aux hautes valeurs que constituent les droits et les libertés de l'être humain, qui reposent sur les réalités des décennies qui ont suivi la guerre jusqu'à aujourd'hui. Et elle ne l'emporte pas non plus sur le droit des nations à l'autodétermination consacré par l'Article 1 de la Charte des Nations Unies.

Je tiens à rappeler que ni au moment de la fondation de l'URSS ni après la Seconde Guerre mondiale, personne n'a jamais demandé aux habitants des territoires qui constituent l'actuelle Ukraine comment ils voulaient vivre leur vie. Notre politique est fondée sur la liberté, la liberté de choix, qui permet à chacun de déterminer son propre avenir et celui de ses enfants. Or, nous pensons qu'il importe que ce droit – le droit de choisir – puisse être exercé par tous les peuples vivant sur le territoire de l'Ukraine actuelle, par tous ceux qui le souhaitent.

À cet égard, je tiens à m'adresser aux citoyens ukrainiens. En 2014, la Russie avait l'obligation de protéger les habitants de Crimée et de Sébastopol contre ce que vous-même appelez les « natsiks », les nationalistes. Les habitants de Crimée et de Sébastopol ont fait leur choix, celui d'être avec leur patrie historique, la Russie, et nous avons soutenu ce choix

Encore une fois, nous ne pouvions tout simplement pas faire autrement.

Les événements de ce jour ne constituent en rien une volonté de porter atteinte aux intérêts de l'Ukraine et du peuple ukrainien. Il est ici question de la protection de la Russie même contre ceux qui ont pris l'Ukraine en otage et tentent de l'utiliser contre notre pays et son peuple.

Je le répète, notre démarche relève de l'autodéfense contre les menaces qui pèsent sur nous et contre un malheur encore plus grand que celui qui se produit aujourd'hui. Aussi difficile que cela soit, je vous demande de le comprendre et de coopérer pour tourner cette page tragique le plus tôt possible et avancer ensemble, en ne laissant personne s'immiscer dans nos affaires et dans nos relations, mais en les établissant de manière indépendante, et ce, afin de créer les conditions nécessaires pour surmonter tous les problèmes et, malgré l'existence de frontières d'État, de nous renforcer de l'intérieur comme un tout. Telle est ma conviction, car c'est là que réside notre avenir.

Je dois également m'adresser au personnel des forces armées ukrainiennes.

Camarades ! Vos pères, grands-pères et arrière-grands-pères n'ont pas combattu les nazis en défendant notre patrie commune pour que les néonazis d'aujourd'hui puissent prendre le pouvoir en Ukraine. Vous avez fait allégeance au peuple ukrainien, pas à la junte antipopulaire qui spolie l'Ukraine et bafoue son peuple.

Ne suivez pas ses ordres criminels. Je vous demande de déposer vos armes immédiatement et de rentrer chez vous. Soyons clairs : tous les membres de l'armée ukrainienne qui se conforment à cette exigence pourront quitter la zone de combats sans entraves et retourner auprès de leur famille.

Je tiens à insister sur le fait que toute la responsabilité d'une éventuelle effusion de sang reposera entièrement sur la conscience du régime au pouvoir en Ukraine.

Maintenant, je veux adresser quelques mots importants, très importants, à ceux qui pourraient être tentés d'intervenir de l'extérieur dans les événements actuels. Quiconque essaiera de nous arrêter, et à plus forte raison de menacer notre pays et notre peuple, doit savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et entraînera pour lui des conséquences sans commune mesure dans son histoire. Nous sommes préparés à toutes les éventualités. Toutes les décisions nécessaires ont été prises à cet égard. J'espère m'être bien fait comprendre.

Citoyennes et citoyens de la Fédération de Russie,

Le bien-être d'États et de peuples entiers, leur existence même, leur prospérité et leur vitalité reposent toujours sur un puissant système de racines faites de culture et de valeurs, d'expérience et de traditions ancestrales. Bien sûr, tout cela dépend également directement de la capacité de s'adapter rapidement à une vie en constante évolution, de la cohésion de la société et de sa volonté de faire corps et de rassembler toutes les forces pour aller de l'avant.

Il faudra toujours se montrer fort – toujours –, mais la force peut prendre différents aspects. Au cœur de la politique de « l'empire du mensonge » que j'ai évoquée au début de mon allocution se trouve au premier chef une force grossière et brutale. Nous avons une expression pour cela : « tout dans les bras, rien dans la tête ».

Mais vous et moi, nous savons que la vraie force réside dans la justice et la vérité, qui, elles, sont de notre côté. Ainsi, on conviendra sans peine que la force et la capacité de se battre sont la base de l'indépendance et de la souveraineté, les fondations essentielles sur lesquelles il serait impossible de bâtir en toute sécurité son avenir, sa maison, sa famille et sa patrie.

Chers compatriotes,

Je suis convaincu que les soldats et officiers des forces armées russes, dévoués à leur pays, accompliront leur devoir avec professionnalisme et vaillance. Je ne doute pas que les autorités, à tous les niveaux, les experts chargés de la stabilité de notre économie, de notre système financier et des conditions sociales, ainsi que nos chefs d'entreprise et le milieu des affaires russe dans son ensemble, sauront se coordonner pour agir efficacement. Je compte sur l'ensemble des partis parlementaires et les forces vives pour faire corps et faire preuve de patriotisme.

En définitive, comme cela a toujours été le cas au cours de l'histoire, le destin de la Russie se trouve entre les mains de notre peuple multinational, et celui-ci ne faillira pas. Cela signifie que les décisions seront appliquées, que les objectifs seront atteints et que la sécurité de notre patrie sera assurée durablement.

Je crois en votre soutien et en la force invincible que nous donne l'amour de la Patrie.

Informations de publication – Rubriques : Actualités. Discours et comptes rendus

Date de publication : 24 février 2022, 6 heures

Lien : [kremlin.ru/d/67843](https://kremlin.ru/d/67843)